

Pour Sylvie et Jean, le droit à une vie sentimentale

Depuis plusieurs années, ils partagent une chambre dans un établissement médico-social. Une vie de couple en situation de handicap, et de combats, que Jean raconte dans un livre.

L'histoire

Jean Chédotal a du mal à s'exprimer mais Sylvie Gilloury comprend tout. Ensemble depuis des années, ils se sont rencontrés ici, à l'établissement médico-social du Croisic (Loire-Atlantique). C'était en 2002, Sylvie était dans la chambre en face de celle de Jean. « **Je n'avais pas confiance en moi et sortais toujours accompagnée. Un jour, comme le personnel ne pouvait pas venir avec moi, Jean s'est proposé de m'aider. Et on a eu un coup de foudre** », raconte Sylvie en contemplant son Jean souriant. Lui écrit dans son livre qu'il n'avait jamais osé l'aborder avant.

Presque comme les autres

Jean a une infirmité motrice cérébrale. Sylvie « **a à peu près le même handicap** » avec des manifestations différentes. Dans les deux livres qu'il a écrits (1), il raconte sa vie au centre médico-social, ses passions et sa relation avec Sylvie. « **Ce sont des choses qui lui tenaient à cœur**, explique-t-elle. Jean, il se fait comprendre comme il peut. C'est difficile d'exprimer oralement ce qu'il ressent. Quand il écrit, on comprend mieux. Même si moi, je n'ai pas de problèmes pour comprendre. »

Les deux quinquagénaires pratiquent beaucoup d'activités : théâtre, peinture, création d'un journal... « **Pas toujours ensemble** », précisent-ils. Jean est aussi un fan de *boccia*, un sport de boules et, bien sûr, il aime écrire. Sylvie et Jean sont partis plusieurs fois en vacances et, dans leur chambre, on trouve des photos souvenirs, comme celle accrochée sur la porte. Visages serrés, ils affichent un sourire radieux.

En dehors de leurs activités, ils aiment se balader dans la jolie ville du Croisic, faire des emplettes, aller à la plage. « **Au quotidien, il n'est pas facile d'être dépendant dans un fauteuil roulant. C'est dommage que nous ne puissions pas avoir plus**



Sylvie et Jean profitent du soleil dans le jardin de l'établissement au Croisic, en Loire-Atlantique.

PHOTO : OUEST-FRANCE

d'autonomie dans notre vie de couple. Tout cela ne nous empêche pas de nous aimer très fort, même si nous ne pouvons pas nous embrasser comme un couple valide », écrit Sylvie dans *Ma chérie et moi*, dans le chapitre qui lui est réservé. Les regards complices et la façon naturelle de se comprendre ne trompent pas.

Une longue démarche

Au centre, le couple fait désormais chambre commune. Les familles ont tout de suite été d'accord, ainsi que le personnel et la direction. « **Là où cela pourrait poser réflexion, c'est dans l'organisation du service mais, dans la demande en tant que telle, il n'y a pas d'objection** », explique Héléne, coordinatrice et responsable de l'espace éthique.

Dans ces procédures, les familles sont associées à la démarche, mais leur avis favorable n'est pas exigé car le centre accueille des adultes. La

procédure est parfois longue : le comité éthique national est consulté et « **cela nécessite que deux places se libèrent en même temps dans le service** ». Dans leur chambre, on trouve une chaîne hi-fi (Sylvie « **aime beaucoup la musique, surtout la chanson française** »), une télé et l'ordinateur sur lequel le couple écrit. Ils ont aussi une salle de bains personnelle. Au mur, quelques photographes de... Laurent Delahousse, que Sylvie aime beaucoup. « **Il présente bien !** » Mais Jean n'est pas jaloux.

Le couple connaît bien quelques disputes mais « **Jean n'est pas rançunier** ». « **Comme il n'arrive pas toujours à se faire comprendre, il s'énerve, mais bon, dans l'ensemble on n'a pas de problèmes. On est faciles à vivre** », sourit Sylvie.

Malgré des progrès dans ce domaine, le droit à une vie sexuelle et affective pour les personnes en situation de handicap est parfois entravé. Au cen-

tre, un autre couple partage la même chambre. Les résidents peuvent s'exprimer lors de groupes de parole sur ce thème.

« Se faire connaître »

« **On n'est pas là pour porter un jugement, en revanche on fait de la prévention et de l'accompagnement** », explique Héléne. Selon elle, cette question tend à évoluer dans notre société : « **On accompagne les familles à considérer la personne comme un adulte. Les mentalités changent. Mais certainement qu'il y a encore des réticences.** »

Les livres de Jean, « **c'est une façon de revendiquer, oui, de se faire connaître** », témoigne Sylvie. Son troisième livre portera sur la sexualité. Emma BENDA.

(1) *Qu'est-ce que tu as à me regarder comme ça ?* et *Ma chérie et moi*, publiés aux Éditions du Traict.

Portzamparc : transmission en douceur

B*Capital, filiale de BNP Paribas pour la Bourse, déjà actionnaire à 95 % de la société nantaise, monte à 100 %.

Trois questions à...

Philippe de Portzamparc.

Président de la société de Bourse Portzamparc depuis 1980

Un « nouveau » Portzamparc vient de naître de cette fusion ?

Oui et non. Oui, car notre société de Bourse devient celle de notre actionnaire, B*Capital, à 100 %. La transmission s'est faite en douceur. En 2009, BNP Paribas était déjà devenu majoritaire dans notre capital à 51 %, après la crise financière. Les 80 collaborateurs de Portzamparc entre Nantes, Lyon et Marseille sont désormais sous contrat de travail du groupe BNP Paribas et le siège social sera effectivement déplacé de Nantes à Paris. Mais aussi non, car B*Capital a fait le choix de garder le nom de Portzamparc. C'est rare de voir une filiale donner son nom à une maison mère. C'est aussi le signe de la reconnaissance de la marque dans le domaine de la finance en France. Nous suivons en moyenne une introduction en Bourse sur trois. J'ai dit à la directrice générale de BNP Paribas banque

privée, qui chapeaute le nouveau Portzamparc, que je lui confiais définitivement mon nom !

Qui assurera la gouvernance ?

Le directeur général actuel de B*Capital, Frédéric Biraud, reste aux manettes du nouveau Portzamparc. L'actuel directeur général chez nous, Nicolas Morvan, devient directeur commercial gestion de fortune pour BNP Paribas Wealth management. Je reste président d'honneur et administrateur de la nouvelle entité, en garant des valeurs qui ont toujours accompagné le développement de la société de Bourse depuis cent cinquante ans, que j'ai dirigée à mon arrivée en 1980.

Que représente Portzamparc aujourd'hui ?

B*Capital arrive avec plus de 100 collaborateurs qui prennent aussi le nom de Portzamparc. Les quelque 180 salariés devront continuer à accompagner au plus près 15 000 investisseurs privés et quelque 70 entreprises cotées en Bourse.

Recueilli par Élisabeth BUREAU.

Rixe au Mans : une information judiciaire

L'enquête démarre après l'agression, en présence d'une vingtaine de personnes, d'un jeune homme, victime de coups de couteau.

Faits divers

« **Les médecins ne se prononcent pas encore** », précise le parquet du Mans au sujet du jeune Manceau, d'origine tchétchène, qui a reçu trois coups de couteau, dimanche, vers 1 h, en plein centre-ville, dans le cadre d'une rixe réunissant une vingtaine de personnes.

Les faits ont eu lieu à la sortie d'un restaurant kebab, avenue du Général-Leclerc, dans le quartier de la préfecture. Rappelons qu'un morceau de la lame est resté coincé au niveau de la moelle épinière du jeune homme, âgé de 18 ans. Selon nos informations, la paralysie de sa jambe droite reste toujours d'actualité. Sans pronostic vital engagé.

Des éléments à éclaircir

L'agresseur présumé, âgé de 28 ans et natif de Dakar (Sénégal), a été présenté devant le juge ce lundi après-midi. Une ouverture d'information judiciaire a été ouverte à son encontre « **pour violences volontaires avec incapacité, pas encore établie**, souli-



La rixe s'est produite vers l'arrêt de tramway préfecture au Mans.

PHOTO : OUEST-FRANCE

gne le parquet. **Les investigations ne sont qu'au début. De nombreux éléments restent à être éclaircis.** » Une demande de détention provisoire a été requise. La rixe serait, selon la victime, une réponse à un premier conflit lié au vol d'un téléphone portable, qui aurait eu lieu vendredi au Mans.

Thierry SOUFFLARD.

Le Roumain agressé en juin au camping est mort

Il avait été grièvement blessé, le 23 juin, lors d'une rixe sur un terrain d'Ancenis, où une soirée aurait dégénéré en rixe. Une autopsie devrait être réalisée.

Faits divers

Un homme de nationalité roumaine, 42 ans, Ciutura Laurentiu, est décédé, samedi soir, au CHU de Nantes. Victime d'un traumatisme crânien lors d'une rixe survenue le 23 juin dans l'enceinte du camping de l'Île Mouchet à Ancenis - Saint-Géréon (Loire-Atlantique), il avait été transporté aux urgences de l'hôpital de Nantes. Dans le coma depuis deux mois, il a succombé à ses blessures. À la demande du parquet ou du juge

d'instruction, une autopsie devrait être réalisée pour établir si l'agression est bien à l'origine de son décès.

« Une situation confuse »

L'homme, domicilié à Montrevault-sur-Èvre (Maine-et-Loire), avait été grièvement blessé à la tête. En début d'après-midi, la victime serait allée prendre un verre avec deux amis au bar du camping. D'autres connaissances du terrain l'auraient alors convié à une soirée barbecue, qui aurait dégénéré en rixe vers 23 h. Le qua-

dragénaire aurait alors été roué de coups portés par l'un de ses compatriotes. Sur place, la gendarmerie d'Ancenis - Saint-Géréon avait trouvé « **une situation tendue et confuse** ».

Le 25 juin, la gendarmerie avait interpellé et placé en garde à vue plusieurs personnes suspectées d'être impliquées. Puis, le 27 juin, un homme de 37 ans, lui aussi de nationalité roumaine, avait été présenté au juge d'instruction du tribunal de Nantes. Le motif de l'altercation avancé, « **une histoire de dette** », n'avait pas con-

vaincu les gendarmes. Au cours de son audition, il s'était finalement désigné comme l'agresseur. Ce trentenaire au casier judiciaire vierge avait été mis en examen et placé en détention provisoire pour tentative de meurtre. Des perquisitions ont aussi été menées dans différents domiciles du Pays d'Ancenis et du Maine-et-Loire. Pour quelle raison la soirée aurait-elle dégénéré ? L'enquête, désormais menée pour homicide volontaire, est dirigée par un juge d'instruction.

Bertrand THOUAULT.

Pays de la Loire en bref

Pêche à pied : une septuagénaire se noie à Préfailles

Deux femmes, âgées de 76 et 78 ans, ont été surprises par la montée des eaux alors qu'elles profitaient des grandes marées pour pêcher à pied. Les secours ont été alertés vers 16 h 10, hier. À leur arrivée sur la pla-

ge de Préfailles (Loire-Atlantique), au niveau du site de la Prée, la plus âgée des victimes était en arrêt cardiaque et n'a pas pu être ranimée. La seconde, très choquée, a été hospitalisée à Saint-Nazaire.

Inquiétudes à quatre mois de la dissolution de l'UBL

À quatre mois de la dissolution de l'Université Bretagne-Loire, Communauté d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur des régions Bretagne et Pays de la Loire, les agents de l'UBL sont inquiets. Lancée en 2014, l'Université Bretagne-Loire s'est créée avec la volonté de fédérer sept universités, quinze grandes écoles et cinq organismes de recherche, sur un vaste territoire.

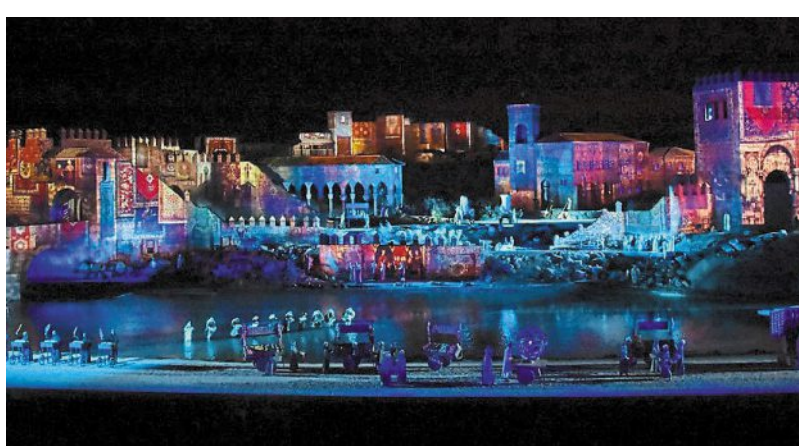
Le 24 juin 2019, à Rennes, son conseil d'administration a acté le principe de dissolution de l'UBL au profit de structures infrarégionales autour de quatre projets : une convention de coordination territoriale Alliance universitaire de Bretagne et une Comue expérimentale Université de Rennes ; un établissement public expérimental Nantes université et une Comue

expérimentale université fédérale Angers-Le Mans.

Aujourd'hui, alors que la dissolution devra être effective au 31 décembre, les représentants du personnel tirent la sonnette d'alarme : « **104 personnes sont en situation de fin de contrat au 31 décembre 2019. Aucun agent n'a une quelconque projection personnelle quant à son avenir professionnel.** » Ils interrogent : « **Le personnel de l'UBL sera-t-il le sacrifice anonyme de la dissolution de l'UBL voulue par ceux qui l'ont créée ? Les établissements ont-ils réellement l'intention de repositionner le personnel ?** »

Les représentants du personnel ont sollicité une audience auprès des différents acteurs de l'enseignement supérieur de l'Ouest.

« Énorme surprise » pour le Puy du Fou en Espagne



Des scènes du spectacle El sueño de Toledo.

PHOTO : OUEST-FRANCE

La version espagnole du Puy du Fou rencontrerait-elle autant de succès que la vendéenne ? Dans un communiqué, le Puy du Fou España annonce, hier, que seulement 48 heures après son inauguration, la première saison est déjà complète : « **Le Puy du Fou España connaît déjà un succès foudroyant en Espagne. Les 60 000 places de « El Sueño de Toledo » se sont arrachées en quelques heures, et la première saison est complète.** »

Les équipes ne cachent pas leur « **énorme surprise** ». Elles ont décidé « **en urgence d'ajouter le 4 octobre prochain une représentation exceptionnelle de son nouveau spectacle** ». La surprise est telle que « **le Puy du Fou a réuni dès aujourd'hui ses responsables pour repenser les échéances de sa stratégie internationale, et accélérer son développement en bousculant l'agenda prévu jusqu'à maintenant.** »

Maison en feu en Vendée : une jeune femme blessée

Un feu s'est déclaré, dimanche, vers 22 h, dans une maison de Montaigu (Vendée). Les pompiers ainsi que le Samu de La Roche sont intervenus. « **Nous étions dans le salon lorsque mon conjoint et moi avons entendu un gros bruit. On a regardé par la fenêtre et on a vu que des flammes jaillissaient de la maison voisine** », témoigne une habitante. Une jeune femme de 23 ans souffre de brûlures

aux jambes. Elle a été hospitalisée à Montaigu. Ses jours ne sont pas en danger. À l'arrivée des sapeurs-pompiers, le premier étage était embrasé. Hier matin, les soldats du feu étaient toujours sur place pour empêcher toute reprise du feu et déblayer les gravats. Une caméra thermique a été utilisée pour vérifier la présence de points chauds dans les murs. On ignore encore les causes du feu.

Un marin à la tête du service national dans l'Ouest

Le capitaine de vaisseau Rémi de Monteville, âgé de 40 ans, a pris la direction de l'établissement du service national nord-ouest (ESN NO). Il aura pour mission d'organiser la Journée défense et citoyenneté (JDC) pour 160 000 jeunes par an.

L'ESN NO gère les six centres du service national implantés à Angers, Brest, Caen, Orléans, Rennes et Rouen. Avec une portion centrale à Rennes, cet établissement interrégional comprend 159 civils et 50 militaires de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air, de la Marine nationale et de la Gendarmerie nationale.



Le capitaine de vaisseau Rémi de Monteville.

PHOTO : OUEST-FRANCE